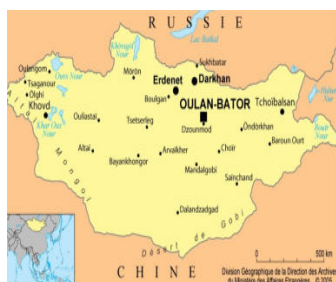


MONGOLIE : FICHE PAYS – JUIN 2025

Catégorie OCDE (2024) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/B2/B+

Monnaie locale : Tugrik mongol / Régime de change : administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Ressources minières abondantes
- Soutien financier international
- Surplus budgétaire
- Dette publique modérée

FAIBLESSES

- Economie encore peu diversifiée
- Dépendance au secteur minier et au cours des matières premières
- Système bancaire encore fragile
- Pays enclavé, perception de la corruption élevée

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance a été moins dynamique en 2024 (+4,9% après +7,4% en 2023), pénalisée par la contraction du secteur agricole (hiver rigoureux). En 2025, l'activité devrait accélérer, avec une croissance prévue autour de 6%, soutenue par le secteur minier. La consommation des ménages devrait en revanche rester modérée compte tenu d'une inflation en hausse, tandis que l'investissement resterait dynamique. Sur le front externe, le pays est très dépendant de la Chine, qui absorbe plus de 90% de ses exportations, et de l'évolution du prix des matières premières (charbon, cuivre, or).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : La hausse progressive de la production minière contribue à l'augmentation des recettes publiques, favorisant la résorption du déficit. En 2024, le surplus budgétaire s'est toutefois réduit, à +1,4% du PIB (après +2,7% du PIB en 2023), en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement. Le solde budgétaire est prévu à +1% du PIB en 2025. Dans ce contexte, la dette publique diminue progressivement et devrait se stabiliser autour de 40% du PIB, soit nettement sous le plafond de dette nominale limité à 60% du PIB. La dette est majoritairement externe (95% du total), ce qui rend le pays vulnérable à l'évolution du taux de change et au risque de refinancement en cas de durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux. La note souveraine de la Mongolie a cependant été révisée à la hausse par deux agences notations à B+ en 2024, grâce aux bonnes perspectives de croissance, à la diminution du fardeau de la dette et au renforcement des liquidités en devises du pays.
- **Vulnérabilité extérieure** : le déficit courant atteint -9,3% du PIB en 2024 (après un surplus de +0,6% du PIB en 2023), en raison de la hausse des importations nécessaires au développement des projets du secteur minier. La dette externe (privée et publique) est en baisse, estimée à 160% du PIB en 2024 (après 217% du PIB en 2018). La part publique (gouvernement et banque centrale) s'élève à environ 25% du total de la dette externe du pays. Grâce à l'émission obligataire de 2023, la Mongolie a réussi à refinancer une partie de ses obligations arrivant à échéance en 2023 et en 2024 et a racheté environ 500 M\$ d'obligations arrivant à échéance en 2026 et 2028, afin de lisser l'échéancier des remboursements et limiter ainsi d'éventuelles inquiétudes sur les capacités de remboursement du pays. Le tugrik a tendance à se déprécier dans un contexte de baisse du prix du charbon, de reprise des tensions inflationnistes et de perspectives d'un déficit courant un peu plus élevé en 2025.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire présente des faiblesses mais des mesures ont été mises place pour y remédier. Le ratio de capitalisation et le taux des prêts non performants sont par ailleurs en amélioration.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le Premier Ministre, Luvsannamsrai Oyun-Erdene a été évincé de son poste en juin 2025 à la suite d'un scandale de soupçon de corruption entourant sa famille proche. Le parti au pouvoir, le PPM, dispose de 30 jours pour nommer un nouveau Premier Ministre. Le président du Parlement, Dashzegviin Amarbayasgalan, et le secrétaire général du PPM, Yangugiin Sodbaatar sont parmi les favoris.
- **Climat des affaires** : La poursuite des réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique, ainsi que celle du secteur bancaire, sont de bon augure pour l'environnement des affaires. La perception de la corruption demeure cependant encore forte, nuit au climat des affaires et est source de tensions sociales.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Signataire des accords de Paris, la Mongolie s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sous réserve d'un soutien financier de la communauté internationale. La production d'électricité constitue la principale source d'émissions de CO2 du pays (centrales à charbon). Des projets de développement d'énergie renouvelable sont toutefois en cours et pourraient contribuer à la réduction des émissions à moyen terme.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Charbon, houilles solides	47,1%	Pétrole, électricité	21%	Chine	84,4%	Chine	37%
Cuivre, minerai de fer, zinc	33,0%	Voitures, tracteurs	16%	Suisse	9,8%	Russie, Fédération de	27%
Or	10,9%	Machines, appareils mécan.	12%	Singapour	1,6%	Japon	8%
Laine, poils fins ou grossiers	3,0%	Machines, appareils élect.	7%	Corée, République de	1,2%	Corée, République de	5%
Feldspat, leucite, néphéline	1,7%	Ouvrages en fonte, fer ou acier	5%	France (13ème)	0,1%	France (7ème)	1,1%
Source: Cnuced							

Source: Cnuced

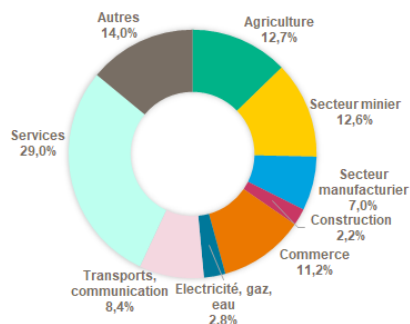


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MONGOLIE	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	15,3	17,1	18,8	19,6	19,6	20,1
Rang PIB mondial	128	128	126	128	129	129
Population (Mns)	3,4	3,5	3,5	3,6	3,6	3,7
Rang Population mondiale	126	126	123	122	120	119
PIB / habitant (USD)	4483	4954	5348	5489	5443	5486
Croissance PIB (%)	1,6	5,0	7,4	4,9	6,0	5,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,4	15,2	10,3	6,8	9,5	9,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)	1,2	1,3	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	67,7	64,4	45,8	44,3	42,5	43,3
Solde public (% PIB)	-3,0	0,7	2,7	1,4	1,0	-1,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-13,8%	-13,4%	0,6%	-9,3%	-11,0%	-10,2%
IDE (% du PIB) ^D	12,7%	13,5%	14,2%	10,7%	8,6%	9,3%
Réserves (en mois d'importation B&S) ^D	4,4	3,4	4,9	5,5	5,5	5,6
Dette extérieure totale (% PIB)	214,4%	190%	168%	160%	156%	156%
Dette extérieure CT (% PIB)	9,5%	9,0%	11,0%	11,7%	NA	NA
Taux de change	2849,3	3140,7	3467,4	3390	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés ^E	14,5	17,4	16,1	NA	NA	NA
Taux de NPL ^E	6,6	5,8	5,9	NA	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	112	114	115	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	37	35	24	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	59	32	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (WEO, avril 2025), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T Reuters. a: Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: Fitch (IDE=sept. 2024 et réserves=mars 2025); E: Données issues de l'article IV du FMI publiées en octobre 2023. Pour l'année 2023, la dernière donnée disponible s'arrête en mai 2023.

VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2023
(EN %)



Source: NSO



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers une hausse de la croissance en 2025

En 2024, la croissance a atteint **+4,9%** (après +7,4% en 2023), pénalisée notamment par la contraction du secteur agricole en lien avec [l'hiver rigoureux qui a conduit à d'importantes pertes de bétail](#).

En 2025, l'activité devrait accélérer, avec une croissance comprise entre 6% et 6,6%¹, soutenue par le dynamisme du secteur minier, avec la montée en puissance de la production de cuivre de la mine Oyu Tolgoi, considérée comme l'une des plus importantes au monde². Le secteur agricole devrait se redresser après les lourdes pertes de bétail enregistrées en 2023 et en 2024.

Du côté de la demande interne, la consommation des ménages pourrait être pénalisée par le rebond de l'inflation (cf. ci-dessous), tandis que les investissements privés et publics soutiendraient l'activité. Les travaux de construction d'une nouvelle [ligne ferroviaire](#) transfrontalière, Gashuunsukhait-Gantsmod, reliant la Mongolie à la Chine, ont par ailleurs démarré cette année³.

Sur le front externe, le pays est très dépendant de la demande chinoise (plus de 90% des exportations du pays en 2023 et en 2024). Les exportations de charbon, mais aussi de cuivre, pourraient bénéficier de l'amélioration du réseau de transports des marchandises entre la Chine et la Mongolie.

Les surcapacités de production d'acier chinoises demeure cependant une source d'inquiétude pouvant se traduire par une baisse de la demande en charbon adressée au pays, si l'industrie chinoise venait à réduire sa production⁴. A noter par ailleurs que l'accélération de la production chinoise de charbon, tirée par la résolution des incidents sur la période 2023 et 2024, ainsi que l'assouplissement des contrôles (réglementaires en particulier) pourrait réduire le volume de charbon exporté par la Mongolie dans le courant de l'année⁵.

L'effet direct des tarifs douaniers US supplémentaires, soit 10%, n'aurait qu'un impact marginal pour la Mongolie. Les Etats-Unis ne représentent que 1,1 % des exports du pays en 2024.

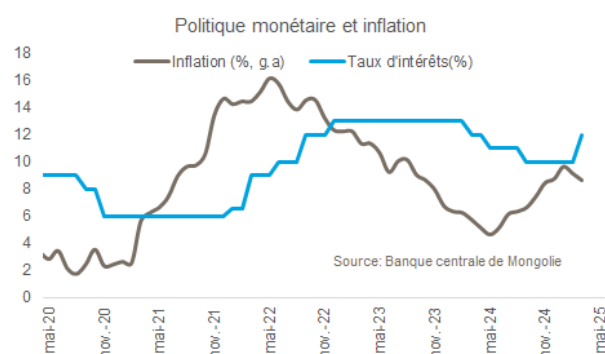
• Vers une hausse de l'inflation en 2025

Après avoir atteint un pic à **16,1%** en juin 2022, l'inflation a diminué progressivement, notamment grâce à la baisse des prix alimentaires et du pétrole. La Banque centrale a ainsi pu initier une **phase d'assouplissement monétaire** à partir du T1 2024 et a réduit son taux directeur de 300 pdb à 10% en 2024.

L'inflation a eu cependant tendance à augmenter depuis le S2 2024, atteignant 9,6 % en février 2025 (contre 6,3% en février 2024). Cette évolution haussière est due à la hausse des tarifs d'électricité et alimentaires (viande en particulier).

Dans ce contexte, la Banque centrale, qui avait maintenu son taux directeur à 10% depuis septembre 2024 a décidé de le rehausser de 200 pdb à 12% en mars 2025 (Cf. graphique ci-dessous).

En 2025, l'inflation est prévue autour de 9,5% en moyenne sur l'année (après 6,8% en 2024), soit un niveau au-dessus de la cible de la banque centrale de 6% (+/- 2%). La hausse des tarifs de l'électricité et des salaires, et une politique budgétaire expansionniste maintiendraient les pressions inflationnistes. Une nouvelle hausse du taux directeur, d'au moins 100, pdb est prévue dans le courant de l'année.



• Une stratégie de diversification et de développement de l'économie

La faible diversification de l'économie pénalise la croissance. Les secteurs non miniers, notamment l'agriculture, l'élevage et le textile, souffrent d'un manque de compétitivité. L'activité de confection est affectée par la concurrence mondiale dans le textile. L'agriculture pâtit en outre d'un sous-investissement et est soumise aux aléas climatiques dont le pays est coutumier. L'économie mongole est par ailleurs **très dépendante du secteur extractif et de la demande chinoise**.

Dans ce contexte, le gouvernement a lancé un plan de relance ambitieux « **New Revival Policy** » qui intègre un ensemble de réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique du pays, à accélérer les partenariats public-privé, à créer un environnement des affaires et commercial plus favorables, ainsi qu'à ouvrir davantage le pays aux investissements.

La priorité serait donnée à 6 secteurs/domaines jugés essentiels au développement du pays : 1) les **infrastructures de transport** (ports secs, autoroutes, chemin de fer), 2) **l'énergie** (lignes de transmission d'électricité en particulier), 3) **l'industrie** (création d'usines de transformation minière et agricoles à plus

¹ Sources : FMI (Weo, avril 2025) à 6% et Banque Asiatique de Développement (avril 2025) à 6,6%.

² Le gisement d'Oyu Tolgoi devrait devenir le 4^{ème} site d'extraction de cuivre au monde à l'horizon 2030.

³ Les travaux de construction sont échelonnés sur 4 ans (de 2025 à 2028).

⁴ Le charbon à coke est en effet un intrant important pour la fonderie de l'acier en Chine.

⁵ Selon le bureau de statistiques locales de Mongolie, le volume de charbon exporté vers la Chine a d'ores et déjà diminué de 10,7% au T1 2025.



forte valeur ajoutée), 4) **le développement urbain et rural** (notamment développement d'autres centres d'activité afin de réduire les pressions d'urbanisation dans la capitale d'Oulan-Bator), 5) la **croissance verte** (faire revivre les lacs, étangs et rivières asséchés, investir dans les sources de production d'énergie moins polluantes, améliorer l'approvisionnement en eau potable, ...) et 6) la **productivité de l'Etat** (numérisation des services, renforcement des sanctions liées à la corruption et les délits, rationalisation des structures administratives...). Le *New Revival Policy* s'appuie sur la politique « Vision 2050 », qui cherche à améliorer le développement social, la croissance économique et la qualité de vie de la population en Mongolie d'ici 2050.

- **Des ratios bancaires en amélioration, mais une situation encore fragile**

Le secteur bancaire mongol présente des faiblesses : capitalisation, supervision bancaire, niveau élevé de prêts non performants.

Dans ce contexte, le pays a mis en œuvre une **réforme du secteur bancaire de grande envergure en janvier 2021**. Un amendement à la loi bancaire a ainsi obligé les banques nationales systémiques à être cotées en bourse. De plus, les banques commerciales sont tenues de limiter à 20% maximum le nombre total d'actions détenues par un actionnaire et ses parties liées. Le pays a aussi ouvert ses portes aux banques étrangères afin d'attirer des liquidités en devises et augmenter l'offre de crédit bancaire dans ce pays.

Les ratios bancaires sont toutefois en amélioration. Le taux des prêts non performants (NPL) est passé à 6,2% en mai 2024 (après 10,7% en juin 2020) et le ratio d'adéquation de fonds propres est supérieur à 16% (contre un minimum requis de 12%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des surplus budgétaires favorisés par la hausse des recettes minières**

La Mongolie est très dépendante des performances de son secteur minier, dont les **exportations représentent près de 90% des entrées de devises et 30% des recettes budgétaires**. L'augmentation de la production avec l'expansion des mines soutient les recettes budgétaires. **Pour 2024, le solde budgétaire a atteint un surplus de +1,4% du PIB** (après +2,7% en 2023), soit un niveau supérieur à l'excédent prévu initialement de +0,4% du PIB.

Le budget 2025, axé sur le développement des infrastructures régionales et initialement rejeté par le président du parlement, **a finalement été approuvé** avec des modifications minimales en décembre 2024. Le budget prévoit une hausse des recettes de +16 %, tirées par l'augmentation de la production de la mine Oyu Tolgoi à partir du T2 2025 et de +11% des dépenses par rapport à l'exercice 2024.

Si la hausse des recettes anticipée par le gouvernement est jugée optimiste par l'agence Fitch, qui prévoit un retour du déficit autour de -2% du PIB pour 2025 et 2026, le FMI table sur un excédent budgétaire de +1% du PIB en 2025 avant un léger déficit en 2026.

- **Un ratio de dette publique en diminution**

Le ratio de dette publique a nettement baissé depuis 2020 (44,3 % en 2024 contre 83,3% du PIB en 2020), soit un niveau bien inférieur au plafond maximum de dette fixé à 60% du PIB. Cette évolution résulte à la fois de la bonne performance de la croissance nominale grâce au secteur minier et d'une stabilisation de la dette (montant). L'endettement est attendu stable en 2025.

La dette publique est majoritairement externe, soit 95% du total en moyenne entre 2020 et 2023. **Cette forte proportion de dette en devises rend le pays vulnérable** à l'évolution du taux de change et au risque de refinancement en cas de durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux. **Le gouvernement a mis en place une gestion active de la dette** (émissions, rachat d'obligations) **afin de lisser l'échéancier de la dette** (Cf. Position Externe).

La note souveraine de la Mongolie a par ailleurs été révisée à la hausse par les agences Fitch Ratings et S&P à B+ en septembre et en octobre 2024. Les agences soulignent notamment le dynamisme de la croissance, la diminution du fardeau de la dette et le renforcement des réserves de change permettant au pays d'honorer le service de la dette.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Des exportations peu diversifiées et concentrées vers la Chine**

Le cuivre et le charbon ont représenté en moyenne près de 80% des exportations entre 2020 et 2024, suivi de l'or (près de 11%). **Le pays est fortement exposé à la demande en provenance de la Chine** (91% du total exporté).

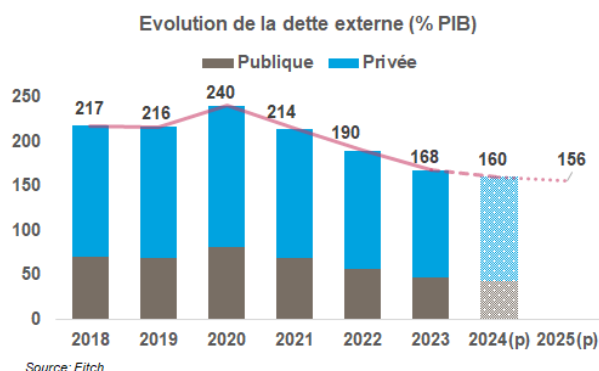
La hausse prévue du volume d'exportations (cuivre, or), grâce à la hausse de la production minière, devrait soutenir les entrées de devises et permettrait de compenser, en partie, un éventuel retournement des prix des matières premières.

Le pays importe principalement du pétrole et du gaz (1^{er} poste d'importation) **en provenance** du pays voisin, **la Russie** (2^{ème} fournisseur du pays, après la Chine).

Le déficit courant du pays demeurera cependant élevé, prévu autour de -11% du PIB en 2025 (après -9,3% du PIB en 2024) en lien avec les importations nécessaires au développement des projets du secteur minier. Le déficit est cependant couvert par les entrées d'IDE (autour de 11% du PIB en 2024).

- **Une dette externe majoritairement privée et intra-groupe**

La dette externe du pays est estimée à environ **168% du PIB en 2023** (contre 217% du PIB en 2018). Il s'agit notamment de dette intra-groupe (47% du total au T2 2024), des entreprises étrangères qui investissent principalement dans le secteur minier. La part publique (gouvernement et banque centrale) s'élève à 25% du total de la dette externe sur cette même période.



La dette externe publique est majoritairement détenue par les créanciers officiels (près de 75%). Le reste est détenu par le secteur privé, notamment sous forme d'obligations émises sur les marchés (Eurobonds) et par les banques locales, dans une moindre mesure. **Grâce à l'émission obligataire de 2023, la Mongolie a réussi à refinancer une partie de ses obligations** arrivant à échéance en 2023 et en 2024, limitant d'éventuelles inquiétudes sur sa capacité à assurer le remboursement du service de sa dette externe. **En 2024, le gouvernement a racheté environ 500 M\$ d'obligations arrivant à échéance en 2026 et 2028, afin de lisser l'échéancier de la dette.** Environ 400 M\$ (un peu moins de 2 % du PIB) de dette publique arrivent à échéance en 2025 et près de 600 M\$ en 2026.

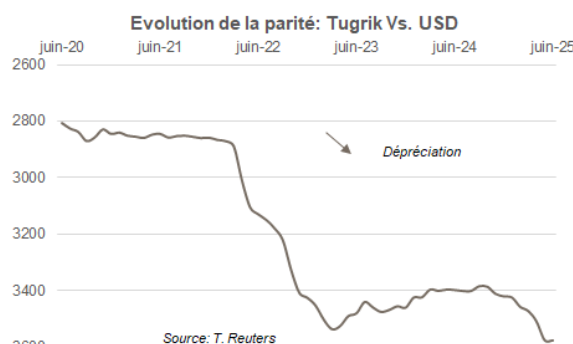
A noter par ailleurs qu'en vertu de la loi adoptée par le parlement en avril 2024, **le fonds souverain du pays, qui comprend le Future Heritage Fund (FHF), disposera de deux nouveaux fonds** – un de développement pour financer des projets locaux et un fonds d'épargne pour financer certaines dépenses sociales, devant permettre **une meilleure gestion des recettes en devises tirées de la manne minière**, et une diversification des sources de financement de l'économie.

- **Reprise des tensions baissières sur la monnaie**

Le tugrik a perdu 21,5% face au USD depuis juin 2020. Il s'échange autour de **3567 MNT pour 1 USD le 06 juin 2025** (2807 MNT/USD en juin 2020). L'évolution de la monnaie est fortement corrélée aux résultats de la balance des paiements, avec un déficit courant qui s'est fortement creusé en 2021 et en 2022. Après avoir atteint un point bas en mars 2023, la monnaie s'est un peu redressée entre la mi-2023 à la mi-2024, tirée par

l'amélioration du solde courant, avant de se déprécier à nouveau.

La baisse du prix du charbon, la reprise des tensions inflationnistes, ainsi qu'un solde courant prévu élevé affectent l'évolution de la monnaie en ce début d'année 2025.



Le niveau des réserves de change reste cependant satisfaisant à environ 3 mois d'importations en février 2025. D'autres instruments, comme la ligne de swap avec la Chine, donnent un peu plus de marge de manœuvre à la banque centrale pour soutenir le change, si besoin. La Mongolie dispose en effet d'une ligne de swap de 2 Md\$ avec la Chine, renouvelée en 2023 et d'une durée de 3 ans. De plus, le resserrement monétaire initié en mars 2025 devrait se poursuivre et contribuerait en partie à contenir les pressions baissières sur la monnaie.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Le premier ministre a quitté ses fonctions un après y avoir été reconduit**

Le 3 juin 2025, le Premier ministre mongol, Luvsannamsrai Oyun-Erdene, a été évincé du pouvoir lors d'un vote de confiance au sein du Parlement, qui **a fait suite à un scandale** (suspçon de corruption) **entourant sa famille proche et ayant déclenché d'importantes manifestations.** Pour mémoire, Oyun-Erdene avait été reconduit à la tête du pays lors des élections législatives de juin 2024, remportées par son parti, le Parti du Peuple Mongol (PPM⁶). Sa démission pourrait avoir des répercussions sur certaines de ses politiques phares, le programme d'investissement « Vision 2050 » en particulier. **La coalition au pouvoir, formée par le PPM et les partis de l'opposition, a été démantelée.**

A mi-juin, le parti au pouvoir (PPM) a nommé Zandanshatar Gombojav au poste de Premier ministre. C'est un ancien banquier formé en Russie et a précédemment été ministre des Affaires étrangères et président du parlement.

Le risque de nouvelles manifestations n'est pas à écarter, notamment en cas de concentration des membres du PPM au sein de l'exécutif. Pour mémoire,

⁶ Lors des élections de 2024, le PPM a remporté 68 sièges sur 126. Il s'agissait du premier scrutin électoral après la réforme constitutionnelle de 2023, qui a augmenté le nombre des sièges à l'Assemblée législative (passé de 76 à 126 sièges) et qui a aussi

introduit le vote par représentation proportionnelle pour 48 sièges. Les 78 sièges restants sont encore élus selon l'ancien système majoritaire basé sur les circonscriptions.



le pays a été confronté à d'importantes manifestations sociales entre 2016 et 2024 pour exiger plus d'ouverture politique, ce qui avait conduit à la nomination de plusieurs membres de l'opposition à des postes ministériels.

Sur le plan social, la gestion de la répartition et de l'utilisation de la rente minière est aussi un sujet d'attention. Avec le développement du secteur minier, les inégalités se sont accrues, entre les hauts revenus vivant à Oulan-Bator et les populations vivant dans des conditions précaires à la périphérie. 27% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2022⁷.

- **Renforcement des relations avec la Chine**

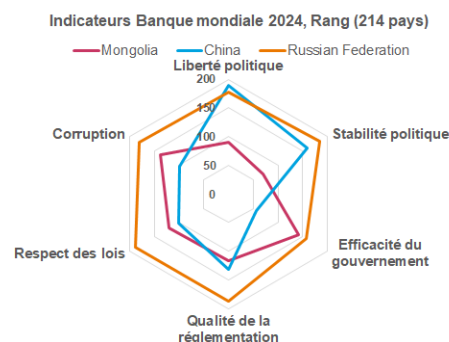
La Mongolie entretient des relations étroites avec ses voisins, la Chine (partenaire financier et 1^{er} client à l'exportation) et la **Russie** (approvisionnement en énergie). **Les liens avec la Chine se sont par ailleurs renforcés après la crise sanitaire** (commerce et financement). En septembre 2022, un nouveau chemin de fer reliant la mine de charbon de *Tavan Tolgoi* à la frontière chinoise a été ouvert et plusieurs lignes déjà existantes devraient être modernisées grâce aux financements chinois⁸.

La Mongolie ne peut se permettre de détériorer sa relation avec la Russie. Le pays a adopté une **position neutre** et continuera de s'abstenir de critiquer l'action de la Russie en Ukraine. Le pays avait par ailleurs reçu la visite du président russe en septembre 2024, malgré un mandat d'arrêt international à son encontre, et a signé un accord de libre-échange, provisoire à ce stade, avec l'Union économique eurasiatique (UEEA) qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan.

Les relations avec l'Union Européenne sont bonnes. En janvier 2025, la Mongolie et la France ont conclu un accord d'investissement de 1,6 Md\$ pour le développement de la mine d'uranium de Zuuvch-Ovoo, dans le cadre d'un projet conjoint entre le groupe français Orano et le groupe public mongol MonAtom. Un accord pour l'exploration française de lithium dans ce pays a aussi été conclu en 2023. Des protocoles d'accord sur la coopération minière ont également été signés avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. La Mongolie cherche à diversifier ses partenaires et à attirer des investissements stratégiques et des solutions financières et technologiques.

- **La perception de la corruption reste forte**

La Mongolie est mieux classée que les deux pays qui l'entoure, la Russie et la Chine, sur 3 des 6 indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale : liberté et stabilité politique, ainsi que la qualité de la réglementation. **L'efficacité du gouvernement reste cependant l'un des points faibles du pays.**



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

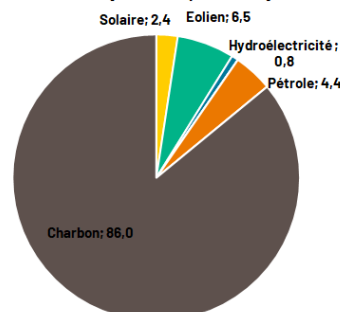
La perception de la corruption reste forte. Selon *Transparency International*, la Mongolie se positionne à la 114^{ème} place sur 180 pays en 2024. Des affaires de corruption entourent la classe politique, notamment s'agissant de l'attribution des contrats miniers ou le détournement de fonds. [Les soupçons de corruption](#) entourant le fils du premier ministre, Luvsannamsrain Oyun-Erdene l'ont d'ailleurs conduit à démissionner du gouvernement début juin 2025.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Mongolie est très vulnérable au changement climatique dans la mesure où **près de 30% de sa population dépend encore de l'élevage et des ressources naturelles.** Selon les Nations Unis, le pays a connu une augmentation de 2,1 degrés Celsius de la température moyenne de l'air au cours des 70 dernières années, soit l'un des pays les plus touchés par le changement climatique au niveau mondial. **Les hivers rigoureux, les sécheresses, les tempêtes de neige et de poussière sont de plus en plus fréquentes.**

La production d'électricité est encore très dépendante des sources fossiles, du charbon en particulier, qui représente 88% du mix électrique du pays en 2023 (Cf. graphique ci-dessous). **Les centrales à charbon constitueraient la principale source d'émissions dans ce pays.**

Mongolie : production d'électricité par sources, en % (2023=7,91 TWh)



Source : Ember, 2025

Le chauffage au charbon est aussi encore largement utilisé. Des projets de développement de l'énergie renouvelable pourraient cependant contribuer à la réduction des émissions de CO2 à moyen terme. **La**

⁷ [Asian Développement Bank](#).

⁸ Dans le cadre du financement du corridor économique Chine-Mongolie-Russie, prolongé de cinq ans en septembre 2022.



Mongolie est signataire des accords de Paris et s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sous réserve notamment d'un soutien financier international, sans pour autant s'engager sur un objectif précis de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.